

NEARY, Peter, *Newfoundland in the North Atlantic World 1929-1949*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1988. 459 p.

Carman Miller

Volume 44, numéro 2, automne 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304890ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304890ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Miller, C. (1990). Compte rendu de [NEARY, Peter, *Newfoundland in the North Atlantic World 1929-1949*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1988. 459 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44(2), 279–281.
<https://doi.org/10.7202/304890ar>

NEARY, Peter, *Newfoundland in the North Atlantic World 1929-1949*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1988. 459 p.

L'ouvrage de Neary, *Newfoundland in the North Atlantic World 1929-1949*, est une étude portant sur la Commission gouvernementale qui dirigea Terre-Neuve de 1934 jusqu'à son entrée dans la Confédération en 1949. Cette Commission n'a pas joui d'une réputation favorable auprès des historiens. Nommée par le Gouvernement britannique, sur recommandation d'une Commission royale instituée à la suite de l'incapacité de Terre-Neuve à rembourser ses dettes, elle a été perçue par les historiens comme une dictature bureaucratique, comme un expédient humiliant, non-démocratique, fruit de la vénalité de ses politiciens et destiné à sauvegarder la réputation de l'Empire britannique et à apaiser les insatiables détenteurs d'obligations de ce pays; au mieux, elle a été perçue comme un intermède entre l'autonomie et le statut de province.

L'étude de Neary remet en question cette interprétation défavorable. Elle démontre comment la Commission gouvernementale, composée d'un certain nombre de fonctionnaires talentueux de l'État britannique, se mit à changer la vie économique et administrative de Terre-Neuve. Conternée par la pauvreté et la structure sociale du pays, par la démoralisation du peuple ainsi que par la vénalité des hommes publics, la Commission élaborait un service public professionnel, remania le système de la santé et du bien-être social (en ouvrant notamment des infirmeries dans les ports de pêche et des petits hôpitaux), réforma l'éducation, et améliora les routes et les communications avec les villages éloignés. Elle créa également les *Newfoundland Rangers*, un corps public

servant à la fois de police, de douanier, de garde-chasse, d'inspecteur et d'agent de liaison avec le gouvernement central. La Commission mit aussi sur pied le *Newfoundland Fisheries Board*, pour raviver et réglementer le commerce déclinant et chaotique du poisson salé; elle encouragea la diversification économique, ainsi que des projets de relocalisation et de coopératives similaires à ceux préconisés par le mouvement Antigonish. Bref, la Commission, si peu démocratique fut-elle, accomplit une liste impressionnante de réformes et d'innovations.

Son programme s'avéra coûteux, non seulement pour le Trésor britannique, à cours de fonds, mais aussi en termes d'appuis locaux et de crédibilité. Certes, la hiérarchie catholique et les puissants marchands de la ville de St. John, lesquels n'avaient jamais cru au gouvernement responsable, avaient bien accueilli sa suppression et la création d'une Commission gouvernementale. Toutefois, l'orientation de cette dernière en faveur de la réglementation, de la reconstruction rurale et des démunis, lui aliéna vite l'aristocratie marchande de la ville. De plus, ses tentatives pour réformer l'éducation et les autres services sociaux, territoires traditionnels de l'Église, lui coûta l'appui du clergé, en dépit du fait que les réformes gouvernementales visaient plus à réformer et à soutenir l'ancien régime qu'à le transformer.

Vu l'antagonisme grandissant des élites locales, la parcimonie du Gouvernement britannique et le malaise chronique de l'économie terre-neuvienne, le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale s'avéra propice au maintien et au succès de la Commission. L'importance stratégique soudaine de Terre-Neuve, et l'établissement subséquent de bases canadiennes et plus tard américaines, stimulèrent l'économie stagnante du pays, ce qui accrût éventuellement les fonds publics et permit à la Commission de maintenir, voire d'élargir son programme social avec les mesures suivantes: abolition du système de troc, enseignement obligatoire et salaire minimum. La guerre retarda aussi le rétablissement du gouvernement responsable, auquel le Gouvernement britannique s'était engagé.

Celui-ci avait toujours perçu la Commission gouvernementale comme un pis-aller, une solution temporaire aux problèmes économiques de Terre-Neuve. L'union avec le Canada était et demeura son premier choix. Mais au début des années 1930, le Canada, soucieux de protéger ses propres engagements financiers, hésitait à assumer une autre responsabilité, au point même de refuser d'acheter le Labrador (pour une somme de 110 000 000\$) pour empêcher la faillite du gouvernement terre-neuvien. La guerre, le retour de la prospérité et la reconnaissance de l'importance stratégique permanente de Terre-Neuve modifièrent la situation, tout comme le désir du Canada de compléter la Confédération et de devancer les intérêts américains. Même si l'ouvrage de P. Neary est avant tout consacré à la Commission gouvernementale en tant que telle, et non pas simplement comme prélude à la Confédération, il apporte néanmoins de très importants éclaircissements sur ce dernier sujet. Il met bien en évidence le fait que les assises de la Confédération furent mises en place bien longtemps avant que Smallwood épouse la cause, et qu'elles eurent le soutien actif des gouvernements canadien et britannique et de la Commission terre-neuvienne. Dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres antérieurs et postérieurs, l'histoire de Terre-Neuve a été orientée par des forces sises au delà de ses frontières.

L'étude de Neary, en plus d'être méticuleuse, solidement documentée et bien écrite, pénètre à fond dans la vie publique de Terre-Neuve à une étape cruciale de son développement, et dans le monde plus large de l'Atlantique Nord dont elle fait partie.

Département d'histoire
Université McGill
Traduction: Lalita Lanthier

CARMAN MILLER